



Jeunes subsahariens candidats aux élections : raisons et leçons

Joseph Gatugu

© Une analyse de l'IRFAM – Liège, 2026 – n°5

Une version résumée de la présente analyse est conjointement diffusée dans la revue Imag de notre partenaire le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle. Ce texte a été édité par Altay Manço.

En Belgique, 2024 a été une année électorale particulière en ce qui concerne la participation de la population issue de l'immigration subsaharienne aux différents scrutins organisés le 9 juin (élections européennes, fédérales, régionales et communautaires) et le 13 octobre (élections provinciales et communales). Cette particularité est entre autres due au nombre important de jeunes afrodescendants votants et candidats aux élections. L'évolution de ce nombre est corrélative à l'accroissement des flux migratoires africains depuis les années 1960, à l'inscription durable de ces populations en Belgique, à l'augmentation des naturalisations et à l'extension progressive du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers résidant légalement dans ce pays.

Le nombre de votants est un fait démographique et relève de l'obligation du vote en Belgique. Selon Flahaux et Schoumaker (2025), les populations originaires de l'Afrique subsaharienne sont en 2023 au nombre de 400 000 personnes, soit 115 000 personnes de

plus qu'en 2016. En 2025, ce nombre est estimé aux environs de 450 000, soit 4 % de la population belge. La deuxième génération y représente environ 20 % des adultes. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Environ 80 % sont originaires de pays (partiellement) francophones, bien qu'installés en grande proportion (40 %) en Flandre, contre 35 % en Wallonie et 25 % à Bruxelles.

Quant au nombre de jeunes primocandidats aux élections issus de cette population, il est remarquable, comparativement aux années antérieures. Lors d'élections précédentes, les candidats subsahariens étaient principalement des hommes adultes confirmés, responsables d'associations communautaires. Bien qu'ils se trouvent sur des listes électorales de manière sousreprésentée, par rapport à autres communautés d'origine étrangère. En 2024, on postule que le nombre de jeunes candidates et candidats issus de l'immigration subsaharienne soit supérieur à cent.

Comment expliquer cette dynamique naissante au sein de la population subsaharienne de

Belgique? Qu'est-ce qui explique cet engouement des jeunes issus de l'immigration pour l'activité politique? Comment comprendre cette démarche et en déceler les enjeux? Quelles stratégies sont mobilisées pour figurer sur les listes électorales? Quel argumentaire pour convaincre les citoyens de la majorité à voter pour des membres d'une minorité? Quels espoirs est-on autorisé à inscrire dans ce phénomène qui renforce la diversité de nos instances politiques.

Pour répondre à ces questions, nous avons contacté douze candidats et candidates aux élections résidant en province de Liège et interrogé la moitié d'entre eux. Nous avons également questionné plusieurs proches de ces personnes. Nos témoins ont pu réagir aux premières versions de la présente analyse. Le 29 octobre 2025, l'IRFAM a organisé, en coopération avec le Centre régional d'intégration de Liège, un débat sur la participation politique des personnes immigrées. Y ont notamment témoigné de leurs cheminements politiques deux jeunes candidats. Notre travail met ce matériel empirique en regard de la littérature scientifique et des informations disponibles sur les réseaux sociaux, en particulier ceux de ces jeunes participant aux élections.

De qui parle-t-on ?

Ce sont des Belges d'origine subsaharienne, hommes et femmes de 30 ans et moins, célibataires ou mariés, avec ou sans enfants. Ils proviennent majoritairement de la République Démocratique du Congo (RDC), du Burundi et du Rwanda. Ce qui s'explique par la longue histoire d'immigration de ces populations en Belgique qui a colonisé ces territoires entre 1908 et 1962. La plupart de ces personnes

résident dans les grandes villes, avec une concentration importante à Bruxelles, même si l'on note la présence sur les listes électorales de quelques jeunes dans des communes rurales, en province de Liège, par exemple.

Si certains d'entre eux sont de la première génération (nés dans leurs pays d'origine), plusieurs sont arrivés en Belgique durant leur enfance. Le nombre de « jeunes de la deuxième génération », nés en Belgique de parents immigrés, est important. Tous ont été au moins en partie scolarisés dans ce pays (Demart et coll., 2017). Aussi, il est remarquable que tous s'identifient à la Belgique, même si ce sont les membres de la seconde génération qui se déclarent le plus se sentir plus chez eux ici (Lardinoit, 2024). L'identification au pays d'accueil est déterminée par les attaches familiales, amicales et professionnelles. Tel est le cas des jeunes qui se sont fait élire en Belgique. Un grand nombre d'entre eux ignore les langues et les cultures de leurs pays d'origine et s'identifie essentiellement à la Belgique, le pays dans lequel ils sont fortement intégrés. La nationalité est un facteur déterminant de l'attachement au pays d'accueil qui conditionne, du reste, l'éligibilité dans de nombreux cas. Certains n'ont d'ailleurs que la nationalité belge, leur pays d'origine ne reconnaissant pas la double nationalité, comme la RDC ou le Cameroun.

Lorsque l'on sonde les ressources culturelles et sociales des personnes rencontrées, nous remarquons que personne dans l'échantillon ne disposait d'un capital de notoriété préalable à son engagement politique. Certes ce sont des jeunes avec un bon niveau de scolarité et détiennent des titres d'enseignement supérieur, à l'instar de la plupart de leurs pairs plus âgés qui ont également concouru aux élections. La plupart des candidats de l'échantillon ont étudié les sciences politiques. Les parents des jeunes rencontrés sont également des

détenteurs de titres universitaires, pour la plupart. Nous comprenons que les jeunes africains interviewés se sont présentés aux élections encadrés par leurs parents ou des personnes de leur communauté. Les jeunes rencontrés expliquent que leurs études en sciences sociales, politiques ou juridiques furent très utiles dans leur immersion dans la vie politique belge. Leurs études leur ont offert des éléments de décryptage des réalités vécues en politique, mais aussi des réseaux relationnels : amis de classe, membres d'associations ou de clubs sportifs. C'est un carnet d'adresses qui leur a permis d'ouvrir certaines portes. La vie associative dans sa diversité est considérée comme un vivier de soutien particulièrement efficace, d'autant plus que certains des jeunes rencontrés ont joué un rôle de leader principalement dans des cercles d'étudiants ou des organisations de jeunesse. Leur vocation politique et les compétences y afférentes seraient ainsi nées au sein de la société civile (Giugni, Grasso, 2020).

Les candidates et les candidats rencontrés, ainsi que ceux dont nous avons vu les photos et les noms sur les affiches et les listes électorales, par exemple, appartiennent majoritairement aux formations politiques de gauche, tout au moins dans les régions de Liège et de Bruxelles. En province de Liège, des six candidats que nous avons interviewés, trois sont membres du Parti socialiste et deux des formations telles qu'Ecolo ou Vert Ardent. L'adhésion de ces jeunes à leurs partis est relativement récente : cela date de plus ou moins cinq ans avant les élections. Avant de se lancer dans la campagne électorale, tous les candidats rencontrés étaient sympathisants de leur parti ou avaient des proches (amis, voisins, collègues, etc.) membres de cette formation. Tous militaient au sein de mouvements politiques, syndicaux ou citoyens. Certains jouaient même un rôle dans leur parti avant de

se présenter aux élections, par exemple, au sein de l'organisation de jeunes de leur parti. C'est le cas, notamment, de Steffy Munday Lubaya qui était Présidente du Mouvement des jeunes socialistes de Liège et de Jean Kitenge, Président de la Fédération nationale des Jeunes Défi, même si ce dernier a quitté son parti après les élections de 2024 pour s'affilier au Parti socialiste. Si ces observations témoignent d'une continuité entre l'engagement militant et l'inscription dans la campagne électorale, nous constatons également une certaine facilité à changer de parti. Ajoutons, enfin, que toutes les personnes interviewées se présentaient aux élections politiques pour la première fois.

Des raisons de s'engager en politique

Les raisons ayant suscité l'engagement en politique des jeunes subsahariens candidates et candidats aux élections sont essentiellement personnelles et mûrement réfléchies, même si certains ont fortement été sollicités par différents partis politiques. Pierrot (PS) témoigne ainsi de sa décision : *« après mes études en sciences politiques, j'ai développé une conscience à gauche »*. Pour Néhémie (Les Engagés) : *« je suis un jeune passionné de politique (...), pour moi, elle va bien au-delà d'une simple ambition ; elle constitue une véritable passion qui me guide chaque jour. J'ai une conviction inébranlable dans le pouvoir de la politique pour métamorphoser notre société, ouvrir des portes à chacun, et façonner un avenir où l'épanouissement de tous devient une réalité »*.

Aussi, toutes les personnes qui se sont exprimées sur leurs motivations à faire la

politique affirment qu'elles se sont engagées en politique par vocation : elles avaient la conviction que le jeu en valait la chandelle. Même celles qui ont été influencées par des proches ont fini par se découvrir une vocation. Ainsi s'exprime Mireille (Vivre Nandrin) : *« intégrer VN s'est fait naturellement »*.

Cependant, il s'avère que certains engagements politiques semblent être hérités. Quelques candidats ont en effet des proches politiciens. Nous pouvons ainsi citer Shadaï Mobutu (MR), la petite fille du président du même nom, mais aussi Sese Bomboko (MR), Bryan Singa-Boyenge (MR), Marie-Paule Tshombe (MR), Amélia Kalenga (CD&V) et Néhémie Lusakumunu (Les Engagés), issus de familles de dignitaires du régime Mobutu, selon l'Agence Congolaise de Presse, tous situés sur les listes électorales à Bruxelles.

Toutefois, l'analyse plus approfondie des motivations des uns et des autres nous fait remarquer que la plupart sont similaires. Il s'agit du partage de valeurs avec leurs formations politiques, et de la volonté de *« faire bouger les lignes »*, mais aussi du souci de corriger les inégalités, de l'intérêt pour les questions sociales, ainsi que d'une sensibilité aux enjeux liés aux minorités. Ces motivations portent sur des questions essentiellement sociétales. Pour eux, les partis politiques sont des espaces d'expression de leurs idées et de leurs projets de société, des espaces de participation civique.

Nombreux candidates et candidats rencontrés s'identifient comme la voix des sans-voix ou les représentants de citoyens invisibilisés dans les instances de décision. En tant que personnes issues de l'immigration, elles se sentent concernées par les questions migratoires, devenues un véritable enjeu électoral. Pour Martiniello et Rea (2023), le problème se situe dans le déficit de légitimité de la présence des immigrés dans le pays. Il se déploie tel un

répertoire de préjugés qui se perpétue d'une vague migratoire à l'autre (invasion, différences culturelles, inadaptation, insécurité, etc.) et finit par recouvrir d'autres questions sociales plus cruciales telles que les inégalités dans l'enseignement, la ségrégation dans l'espace urbain et le marché de l'emploi, etc.).

« Je suis au PS parce que c'est le parti qui est le plus proche des valeurs que je défends » (Dorcas, PS).

« Mon engagement politique vient d'un profond intérêt pour les questions de justice sociale, d'égalité et d'inclusion. En tant que fille d'immigrés et femme noire, j'ai toujours été sensible aux enjeux liés aux droits des minorités, à la mobilité sociale et à l'accès aux opportunités » (Steffy, PS).

« Ce qui me motive est la volonté de porter des valeurs et des idées que je pense être les bonnes pour aller vers un meilleur et le fait de pouvoir apporter une autre image à la politique traditionnelle » (Clara, Ecolo).

Les plus-values et les moins-values

Interrogés sur leur apport à leurs formations politiques respectives, nos candidats et candidates ont répondu leur avoir apporté avant tout des voix. Cela semble répondre aux attentes des responsables politiques qui les ont inscrits sur les listes électorales. Ils attendent d'eux précisément qu'ils leur drainent des voix de leur communauté qui, avec le temps, constitue un pan électoral substantiel intéressant à l'instar d'autres communautés issues de l'immigration, marocaines et turques en l'occurrence.

Un candidat n'a pas besoin d'être élu pour enrichir sa formation au figuré et au propre, puisque chaque voix rapporte de l'argent aux partis. Selon *Sudinfo*, aux dernières élections fédérales, chaque vote valait 5,02 euros, contre 4,44 € au scrutin de 2019. Aussi, il n'est pas étonnant que toutes les formations politiques s'intéressent aux groupes sociaux qui entrent dans la catégorie de votants, par le truchement de l'obligation de vote, comme les jeunes (dès 16 ans pour les élections européennes), les citoyens d'autres pays de l'Union européenne, d'autres résidents étrangers (sous certaines conditions) et, enfin, les personnes naturalisées. Aussi, la communauté subsaharienne est doublement intéressante : par sa démographie jeune et sa relative récence sur le territoire.

Si de manière classique les partis de gauche se montrent plus accueillants aux candidats issus des migrations, depuis plusieurs législatures, d'autres partis font également de la place sur leurs listes aux candidats et candidates issues de la « diversité ».

Au-delà des voix, les candidats subsahariens rencontrés affirment avoir apporté à leur groupe politique une nouvelle dynamique, de l'enthousiasme, un regard frais sur des thèmes qui leur tenaient à cœur, mais surtout une connexion avec de nouveaux publics. Selon certains candidats subsahariens interviewés, les politiciens belges sont éloignés des publics immigrés. Ils ignorent leurs préoccupations et ne s'en occupent guère. Ces candidats se voient donc institués en traits d'union entre ces deux publics qui s'ignorent mutuellement, voire en porte-parole des membres de leur communauté auprès des politiciens belges. En cela leurs compétences relationnelles, communicationnelles et interculturelles sont mises à contribution, sans que cette situation soit le propre de l'immigration subsaharienne : selon un sondage effectué en 2019 pour la *RTBF*, la majorité des citoyens belges

affirmaient se sentir délaissés par le monde politique.

Considérant les places qui leur sont assignées sur les listes électorales, bon nombre de jeunes candidates et candidats ont compris qu'ils étaient instrumentalisés par les partis politiques en tant qu'attrape-voix. Pour le sociologue Marco Martiniello interrogé par *Alter Échos* : « *on se situe entre une volonté d'une meilleure représentation et une possible instrumentalisation pour toucher la communauté* ». Ainsi, témoigne Seva Ndi Beshe, Belge d'origine congolaise, qui a été successivement membre du Vlaams Belang, du PS, du MR et enfin de la N-VA : « *sans connaître leurs motivations exactes, ils avaient l'ambition de prendre pied à Bruxelles et cela nécessitait quelques visages de couleur. Ils avaient besoin de montrer qu'ils n'étaient pas racistes... Il ne faut pas se mentir, ils ont besoin de personnes d'origine étrangère pour servir leurs discours... À la différence des Turcs et Marocains, qui sont tellement nombreux que les partis sont bien obligés de faire avec eux, pour les Noirs, à aucun endroit, à aucun moment, la société n'est obligée de faire avec nous* ».

La plupart des candidats subsahariens occupent en effet des places sur les listes électorales où ils auront peu de chances d'être élus. Le système électoral belge favorise les candidats les mieux classés sur ces listes, en l'occurrence les premières places, des rangs qui assurent une plus grande visibilité aux candidats. Or, ces places sont en général réservées aux confirmés de la politique ou à leurs héritiers « belgo-belges », les « *filles et fils de* ». Placés en tête de liste, et ce, dans tous les partis, ces enfants issus des dynasties politiques belges ou leurs amis proches, ainsi que des ténors politiques placés en dernière case, ont bien plus de probabilités d'être élus que la plupart de leurs colistiers.

Pour la politiste spécialiste des inégalités, Brenda van Coppenolle, interrogée par *Le Vif*, « les politiques à arbre généalogique bénéficient d'un avantage dynastique d'environ 25 %. En d'autres termes, si deux candidats, l'un issu d'une lignée politique et l'autre pas, dotés de mêmes capacités étaient opposés l'un à l'autre, le premier obtiendrait 25 % en moyenne de voix de préférence supplémentaires ». Selon *Moustique*, en 2023, la Chambre comprenait 23 élus ou élues sur 150 qui soient des « fils et filles de », un nombre record seulement égalé en 1888 ! Les positions initiales sur les listes électorales permettent également de bénéficier du report des voix en case de tête, comme le précise *L'Avenir* : « quand personne n'a obtenu le chiffre d'éligibilité, les candidats vont pouvoir obtenir le bonus des voix du parti, en fonction de leur place dans la liste, grâce à un système de pot commun, composé des votes « case de tête » plus des voix de préférence des suppléants, divisées par deux ».

Conscients de cette situation et de leur incapacité à la changer, les jeunes candidats subsahariens ont bon gré mal gré accepté de concourir. Les places en vue étant occupées, nos jeunes se sont contentés des cases peu utiles qui leur ont été assignées. Parmi les jeunes interviewés en province de Liège, une seule candidate occupait une « bonne » place, la 5^e, sur la liste PS au niveau régional. Remarquons que c'est au niveau communal que les candidates et candidats subsahariens occupaient les places « bouche-trous » (28^e, 34^e, etc.).

Interrogées sur cette assignation, les personnes intéressées se montrent tout de même satisfaites : ils/elles comprennent que les meilleures places soient attribuées aux anciens militants, tandis qu'ils/elles se présentaient aux élections pour la première fois. En effet, pour ces jeunes, figurer sur les listes électorales était en soi une opportunité pour faire leurs

premières armes en politique et mettre à l'épreuve leur vocation. C'était également un test de leur popularité : « je reste perplexe, car je ne savais même pas qu'il y avait autant de personnes qui me connaissent. C'était une agréable surprise. Je me demande quel score j'aurais eu si j'avais vraiment fait campagne... » (Mireille, VN).

D'autres témoins déclarent avoir souhaité approcher le nombre de voix éligibles. Ils se sont donnés à corps perdu dans la campagne, au risque de concurrencer leurs colistiers. Se confiner dans le seul rôle d'attrape-voix ne serait pas se sous-estimer ? Ou se considérer comme des « nègres de maison », selon Calvin Soiresse, cofondateur du collectif « Mémoire coloniale et Lutte contre les discriminations » et membre du parti Écolo, interrogé par *Alter Échos* en 2019. D'après Emilie van Haute du Centre d'Étude de la Vie Politique de l'ULB : « on ne dit jamais d'un homme blanc qu'il est attrape-voix. Chaque candidat est là pour aller chercher des voix ». Des voix pour lui avant tout. C'est probablement pour cette raison que l'accès aux médias reste limité notamment aux candidats racisés (Tsheusi Robert, 2016, 83).

Un vote ethnique ou pas ?

L'opinion voudrait que les individus votent pour des gens auxquels ils s'identifient, notamment sur le plan de l'origine culturelle ou ethnique. Selon Bertrand Henne de la *RTBF*, « les études de sociologie électorale montrent que ce phénomène d'identification est plus marqué chez les minorités, Juifs, Arabes, Turcs, homosexuels, jeunes ». Dès lors, on s'attendrait à ce que les jeunes candidats subsahariens soient élus par leurs communautaires parce que ceux-ci se sentiraient représentés par des

élus dans lesquels ils se reconnaîtront. Le raisonnement n'est pas évident pour Martiniello: « *on ne peut certainement pas affirmer que les électeurs étrangers ou descendants d'immigrés votent systématiquement pour des candidats censés appartenir à la même communauté, nationale, ethnique, "raciale" ou religieuse. D'un autre côté, on ne peut pas non plus affirmer qu'une même appartenance communautaire ne joue aucun rôle dans le choix électoral. Les motivations du comportement électoral sont nombreuses, complexes et pas toujours rationnelles, quelle que soit la fraction de l'électorat que l'on envisage* ».

Les candidats de Liège à qui la question a été posée ont répondu qu'ils ignoraient les personnes qui ont voté pour eux. Ils s'imaginent cependant que leur électorat est constitué avant tout des membres de leurs réseaux relationnels, donc des communautaires, mais aussi des jeunes, ainsi que des personnes alliées. Ce sont par ailleurs ces personnes qui ont été le plus contactées par nos candidats et ont interagi lors de la campagne.

Cette dernière s'est déclinée par une présence soutenue sur le terrain et sur les réseaux sociaux. Les jeunes candidats, engagés dans divers mouvements, organisations ou groupements, ont été amenés à s'exprimer en public, participer à des visites et des prises de contact, organiser des moments d'écoute de citoyens. Dans cette approche des publics, ils ont principalement bénéficié du soutien de leur entourage familial, ainsi que, parfois, des membres de leur parti.

S'agissant de jeunes candidats sans expérience politique, il est peu probable qu'il y ait eu un vote ethnique massif pour la simple raison que les membres de notre échantillon ne sont pas connus au sein de leur propre communauté. Par ailleurs, au sein de l'électorat habituel de leur

parti, il est peu vraisemblable également que les votes se soient orientés vers des candidats inexpérimentés, sans assise réelle. Par contre, il faut noter que les jeunes rencontrés évoluent dans leur groupe générationnel, toutes origines confondues, au sein de leurs facultés, associations, clubs. Ceci ne doit pas être sans lien avec la composition de leur électorat.

D'un point de vue plus général, Van Ruychevelt Ebstein (2025) soutient que « *les narratifs de gauche ne mobilisent plus les classes populaires précarisées* » dont font partie bon nombre de personnes subsahariennes. Les idéologies sans répercussions concrètes sur les gens sont devenues de simples slogans pour ceux vivant dans la précarité. C'est cela qui expliquerait en partie l'échec des partis de gauche aux dernières élections, en l'occurrence celui des jeunes subsahariens se trouvant sur leurs listes électorales. Parmi les perdants, il y a les candidats du PTB et du parti Ecolo, d'autant plus que, selon Anne Sandrot interrogée par Moustique, l'électeur du PTB ou d'Ecolo aurait tendance à voter davantage en case de tête : un vote pour le parti plutôt que pour un candidat particulier.

Nous observons ainsi un mouvement vers des partis de droite et de centre-droit, y compris parmi des candidats d'origine subsaharienne, ce qui témoigne d'une dispersion du vote de cette communauté et suscite des appels au « *vote utile* » en son sein. L'expression est de Pierre Migisha, candidat Les Engagés aux dernières élections et signifie concentration du vote sur les candidats qui ont plus de chance d'être élus.

Un palmarès notable

Nonobstant les difficultés mentionnées, il semble que nombre de candidats subsahariens aient eu des scores appréciables aux élections

de 2024, alors qu'ils sont faiblement expérimentés en politique. C'est précisément le cas de nos candidats et candidates témoins : la plupart se montrent satisfaits de leurs scores personnels. De tels scores ne s'expliquent sans doute pas par un vote « ethnique ». Il reste ainsi à comprendre comment ces jeunes candidats ont pu drainer une quantité relativement grande de voix, même si seules deux sur six ont réalisé des scores qui leur ont permis de siéger au Conseil communal de leur circonscription (Liège) et un candidat au Conseil de l'Action sociale du CPAS de la même ville (données [RTBF](#) et [Région wallonne](#)).

Pour nos témoins, les voix obtenues étaient inespérées, compte tenu des places qu'ils occupaient sur les listes électorales. Plusieurs d'entre eux ont même réalisé des scores plus importants que ceux de certains colistiers mieux connus du public et plus anciens en politique, occupant de meilleures places sur les listes. Certains candidats de Liège expliquent que leur score est lié au score global de leur parti, en l'occurrence PS ou ÉCOLO. Ces deux formations n'ont pas réalisé en 2024 leurs meilleurs scores, aussi l'apparition de nouveaux noms sur les listes a peut-être incité les militants déçus à leur donner leur chance : *« j'ai un sentiment ambivalent quand je considère les résultats de mon parti. On ne s'attendait pas à une telle déconvenue. On savait qu'on aurait des difficultés à réaliser de meilleurs scores, mais la douche froide qu'on a eue n'était pas prévue par les sondages. Cependant, je suis satisfaite par mon score personnel »* (Sarah, Vert Ardent).

Tenant d'expliquer leurs scores, tous les candidates et candidats rencontrés postulent qu'ils dérivent également d'une bonne campagne qu'ils ont menée. Durant cette dernière, ils étaient sur tous les terrains (réseaux sociaux, marchés, fêtes de quartiers,

débats, etc.) pour présenter et défendre leurs idées et leurs projets de société. Sur les réseaux sociaux, certains ont excellé par leur maîtrise de l'outil et la possibilité de toucher un électorat de leur génération. Il leur a manqué du temps et des moyens pour faire plus campagne et convaincre davantage de personnes au-delà de leurs cercles habituels. À cette fin, un candidat liégeois s'était constitué un « comité de campagne », alors que la plupart des candidats et candidates a dû battre campagne seule. Nous observons que ceux et celles positionnés à des places éligibles ont fait preuve d'une campagne plus vigoureuse que les autres figurant en bas des listes. Moins motivés au départ, l'élection ne constituait pas pour ces derniers un enjeu personnel, leur engagement s'entendait comme un service au parti.

Candidats rencontrés	Partis	Circonscriptions	Places sur les listes	Voix de préférence	Scores personnels
GATUGU Clara	ÉCOLO	Province de Liège	9 ^e effective à la Chambre	3053	9 ^e score du parti 80 ^e score de la circonscription
		Commune de Flémalle	28 ^e effective	58	16 ^e score du parti 80 ^e score de la commune
IRAKOZE Mireille	Vivre Nandrin	Commune de Nandrin	8 ^e effective	111	17 ^e score du parti 50 ^e score de la commune
MUNDAY Lubaya Steffy	PS	Arrondissement de Liège	5 ^e effective à la Région wallonne	3571	1 ^{er} score du parti 26 ^e score de la circonscription
		Commune de Liège	10 ^e effective	1137	15 ^e score du parti 31 ^{er} score de la commune
MUSSENGE Tshinguta Sarah	Vert Ardent	Commune de Liège	9 ^e effective	976	7 ^e score du parti 36 ^e score de la commune
NEGAMIYE Pierrot	PS	Arrondissement de Liège	8 ^e suppléant à la Région wallonne	1372	24 ^e score du parti 89 ^e score de la circonscription
NZISABIRA Orly	PS	Province de Liège	9 ^e effectif à la Chambre	3760	17 ^e score du parti 60 ^e score de la circonscription
		Commune de Liège	15 ^e effectif	754	23 ^e score du parti 66 ^e score de la commune

Dur d'être en politique !

Novices en politique, nos candidats et candidates ont été confrontés à des personnes réfractaires aux idées des formations politiques qu'ils représentaient, voire réfractaires à la politique en général. « *Difficile d'entamer la discussion avec des personnes vraiment réfractaires à Ecolo ou à la politique en général. J'ai tout de même tenté d'entamer des discussions avec ces personnes, mais quand ça ne valait pas la peine et que les personnes devenaient agressives, je ne forçais pas* » (Clara, Ecolo).

Quatre candidats sur six interviewés ont été confrontés à des attitudes racistes. « *Il y a l'animosité vis-à-vis des politiques. C'est difficile à encaisser. Des gens ne réalisent pas que des politiques sont des êtres humains. J'ai subi de la part de l'une ou l'autre personne une attaque raciste. Principalement sur les réseaux sociaux. Mais on s'y prépare* » (Pierrot, PS).

Deux candidates ont en plus été confrontées à des réactions sexistes (Nossent, 2025). « *J'ai reçu des avances mal placées de sept ou huit hommes qui me proposaient des rapports sexuels en échange de votes dont un qui a tenté de s'introduire chez moi!* ». Ce type d'attitudes s'est beaucoup manifesté sur les réseaux sociaux.

D'après Bea Diallo, boxeur professionnel et ancien député PS bruxellois répondant aux questions de *Paris Match*, un tel comportement est inhérent au jeu politique : « *on prend plus de coups en politique qu'en boxe* ». La réponse des candidates et des candidats rencontrés face à ces attitudes malveillantes a été de prendre distance et de chercher l'apaisement. Ils témoignent d'en

avoir été avertis au préalable et de s'être préparés psychologiquement. Leur détermination les a aidés à dépasser ces mésaventures. Ils avouent que le soutien de leur entourage et certains membres de leurs formations politiques ont été déterminants.

Quelles leçons en tirer ?

Avec le recul, les candidates et les candidats rencontrés se réjouissent de leur expérience. Ils sont contents d'avoir connu de l'intérieur la vie des formations politiques. Quatre candidats sur six pensent qu'ils se représenteront encore aux élections, si les ténors de leurs partis le leur permettent. Se faire élire est pour eux une opportunité pour exister dans l'espace public, de s'y investir dans des projets avec les citoyens. Cela est en particulier le cas des candidates et candidats qui ont récolté beaucoup de voix et approché, voire atteint la barre de l'éligibilité. « *On prépare déjà les prochaines élections. Le but est que la gauche gagne, le risque que des gens en difficulté se tournent vers l'extrême droite* » (Sarah, Vert Ardent).

En se présentant aux élections, les jeunes subsahariens ont montré à la société belge qu'ils sont là, des citoyens belges à part entière et qu'ils veulent participer à la gestion de la vie politique. En s'engageant dans les élections, ils se sont probablement inspirés de leurs aînés élus, mais ils ont également été sensibilisés par des politiciens locaux qui avaient besoin de manifester au monde et à la communauté africaine leur souci d'intégrer la diversité. Ces jeunes ont saisi cette opportunité et ont tenté de se faire une place dans l'espace public et conséquemment faire exister également la communauté d'où ils

sont issus. La démarche n'était pas de tout repos. Sans formation, sans expérience, sans notoriété ni soutiens importants, ils ont tout de même tenu bon. Le jeu en valait la chandelle. Grâce à leur ténacité, quelques candidats ont réalisé des scores honorables. Cette expérience a été enrichissante pour tous ; elle leur a permis de se découvrir une vocation politique. Désormais, ceux qui poursuivront l'aventure sauront comment s'y prendre pour réaliser de meilleurs scores.

Leur histoire inspire des recommandations pour aller plus loin dans l'engagement citoyen. Par exemple, mettre en place des espaces de rencontre et d'échanges entre élus ou candidats aux élections, d'une part, et d'autre part, l'électorat, en particulier les membres de leur communauté, afin de réfléchir ensemble des solutions aux situations problématiques qu'ils vivent. Ainsi, ils entretiendront ou renforceront les liens avec leur communauté. Celle-ci, compte tenu de ses particularités, a besoin de représentants dans les différentes instances du pays. Les candidates et candidats auront également besoin de créer des liens avec d'autres communautés, parce qu'ils ne peuvent pas être des représentants des uns en oubliant les autres. Ils en auront besoin aussi pour atteindre la barre des voix éligibles. Ils doivent se tenir près de leur électorat pour écouter ses doléances et les communiquer aux décideurs en place, afin de trouver des solutions. L'électorat ciblé est essentiellement composé de personnes en situation de précarité socio-économique, éloigné de la vie politique. Il s'agit de porter la voix des sans-voix auprès des instances politiques. Le renforcement durable des liens avec ce public est à ce prix : les élus issus de la communauté subsaharienne seront assurément sollicités dans la capacitation politique de ce groupe.

« Quand j'ai décidé d'entrer en politique, je suis allé voir des personnalités que je fréquentais à travers mes engagements et qui pour certaines sont devenues des amis. Je ne voulais pas jouer le "nègre de maison" celui qui accepte une place et se tait... Avec le temps, la locale m'a jugé sur mes compétences même si ça n'était pas gagné d'avance (...) j'ai compris que mes aspirations citoyennes se rapprochaient de l'écologie politique et celle-ci dépasse les intérêts de la communauté afrodescendante. Je veux veiller à ce que les caractéristiques historiques sociales et culturelles soient incluses dans un projet de société commun » (Kalvin Soiresse, Ecolo).

Bibliographie

- Demart S. et coll. (2017), *Des citoyens aux racines africaines : un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais*, Bruxelles : Fondation Roi Baudouin.
- Flahaux L., Schoumaker B. (2025), *Portrait des personnes originaires d'Afrique subsaharienne en Belgique*, Bruxelles : Fondation Roi Baudouin.
- Giugni M., Grasso M. (2020), « Trust, Identity, Skills, or Recruitment ? Assessing Four Explanations of the Relationship between Associational Involvement and the Political Participation of Migrants », *International Migration Review*, vol. 54, n°2, p. 585-610.
- Lardinois M. L. (2024), *Le sentiment d'appartenance des personnes d'origine étrangère en Belgique. Une étude comparative entre les populations d'origine subsaharienne et les populations d'origine turque et marocaine*, Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain.
- Martiniello M., Rea A. (2023), *Une brève histoire de l'immigration en Belgique*, Bruxelles : Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Nossent E., *Quel est l'impact des déterminants sociologiques sur le parcours politique des femmes d'origine étrangère ? Analyse de cas issus des élections 2024 en Wallonie et à Bruxelles*, Travail de fin d'études, Université de Liège, 2025.
- Tsheusi Robert M. (2016), *Racisme anti-Noirs. Entre méconnaissance et mépris*, Bruxelles : Éditions Couleur livres.
- Van Ruychevelt Ebstein J. (2025), *Pourquoi les narratifs de gauche ne touchent plus les classes populaires ? Le cas de la Belgique francophone*, Bruxelles : Fondation Ceci n'est pas une crise.